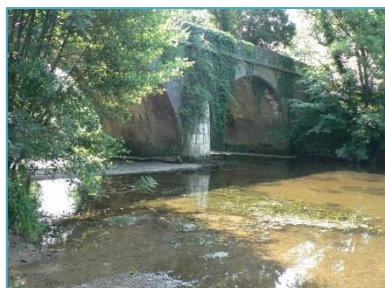




COMMUNE DE L'ORBRIE

(Vendée)



PLAN LOCAL D'URBANISME

PIÈCE I – RAPPORT DE PRÉSENTATION

VOLUME 3 : IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil Municipal pour arrêt de projet
en date du 06 Juillet 2017

Le Maire, Mme Noëlla LUCAS

Juillet 2017

PLAN LOCAL D'URBANISME	PRESCRIT	PROJET ARRÊTÉ	PROJET APPROUVÉ
Élaboration	02/07/2014	06/07/2017	

SOMMAIRE

IMPACTS ATTENDUS SUR LA BIODIVERSITÉ.....	5
<i>Sur les éléments de la trame verte et bleue</i>	<i>7</i>
<i>Sur les espaces protégés pour la biodiversité.....</i>	<i>11</i>
<i>Sur les espaces importants pour la biodiversité</i>	<i>15</i>
 IMPACTS ATTENDUS EN MATIÈRE DE POLLUTIONS, NUISANCES ET RISQUES	 19
<i>La lutte contre les pollutions.....</i>	<i>21</i>
<i>L'exposition aux nuisances</i>	<i>29</i>
<i>La prise en compte des risques</i>	<i>31</i>
 IMPACTS ATTENDUS SUR LES PAYSAGES ET LE CADRE DE VIE	 33
<i>La préservation des paysages.....</i>	<i>35</i>
<i>La qualité du cadre de vie.....</i>	<i>37</i>

PREMIÈRE PARTIE

**IMPACTS ATTENDUS
SUR LA BIODIVERSITÉ**

SUR LES ÉLÉMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

IMPACTS SUR LES ÉLÉMENTS COMPOSANT LA TRAME VERTE

Les boisements

517 hectares de boisements ont été recensés lors de la réalisation de l'état initial de l'environnement. Tous les boisements ainsi recensés participent au fonctionnement écologique de la trame verte et bleue, ainsi qu'à la qualité des paysages de la commune. Ils bénéficient en conséquence de classements protecteurs spécifiques dont l'importance est proportionnelle aux enjeux environnementaux rencontrés :

- › **475 hectares** de massifs forestiers sont protégés en tant qu'espaces boisés classés en raison de leur haute valeur écologique. Ces boisements sont localisés sur les secteurs identifiés comme réservoirs de biodiversité de la « sous-trame boisée » dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique : la Forêt de Mervent-Vouvant. Leur protection stricte est motivée en ce sens.
- › **42 hectares** de massifs forestiers épars sont protégés en tant qu'éléments de paysage en raison de leur identification comme réservoirs de biodiversité de la « sous-trame bocagère » dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique et de leur rôle dans la constitution des corridors écologiques diffus en « pas japonais » de la trame verte, ainsi qu'à leur participation à la composition paysagère. Leur protection souple est motivée en ce sens.

■ La création de dispositions réglementaires protégeant l'ensemble des boisements garantit l'absence d'incidences notables de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame verte.

Les haies bocagères

38 kilomètres de haies bocagères ont été recensés lors de la réalisation de l'état initial de l'environnement, en appui sur des photos aériennes, des visites de site et le travail de l'atelier participatif « trame verte et bleue ». Ces haies sont intégralement inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger : leur destruction sera conditionnée au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

■ L'application de dispositions réglementaires protégeant le maillage bocager garantit l'absence d'incidences notables de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame verte.

Les arbres remarquables

15 arbres remarquables ont été recensés lors de la réalisation de l'état initial de l'environnement, en appui sur des visites de site et le travail de l'atelier participatif « trame verte et bleue ». Ces arbres sont protégés en tant qu'espaces boisés classés en raison de leur haute valeur écologique. Leur protection stricte est motivée en ce sens.

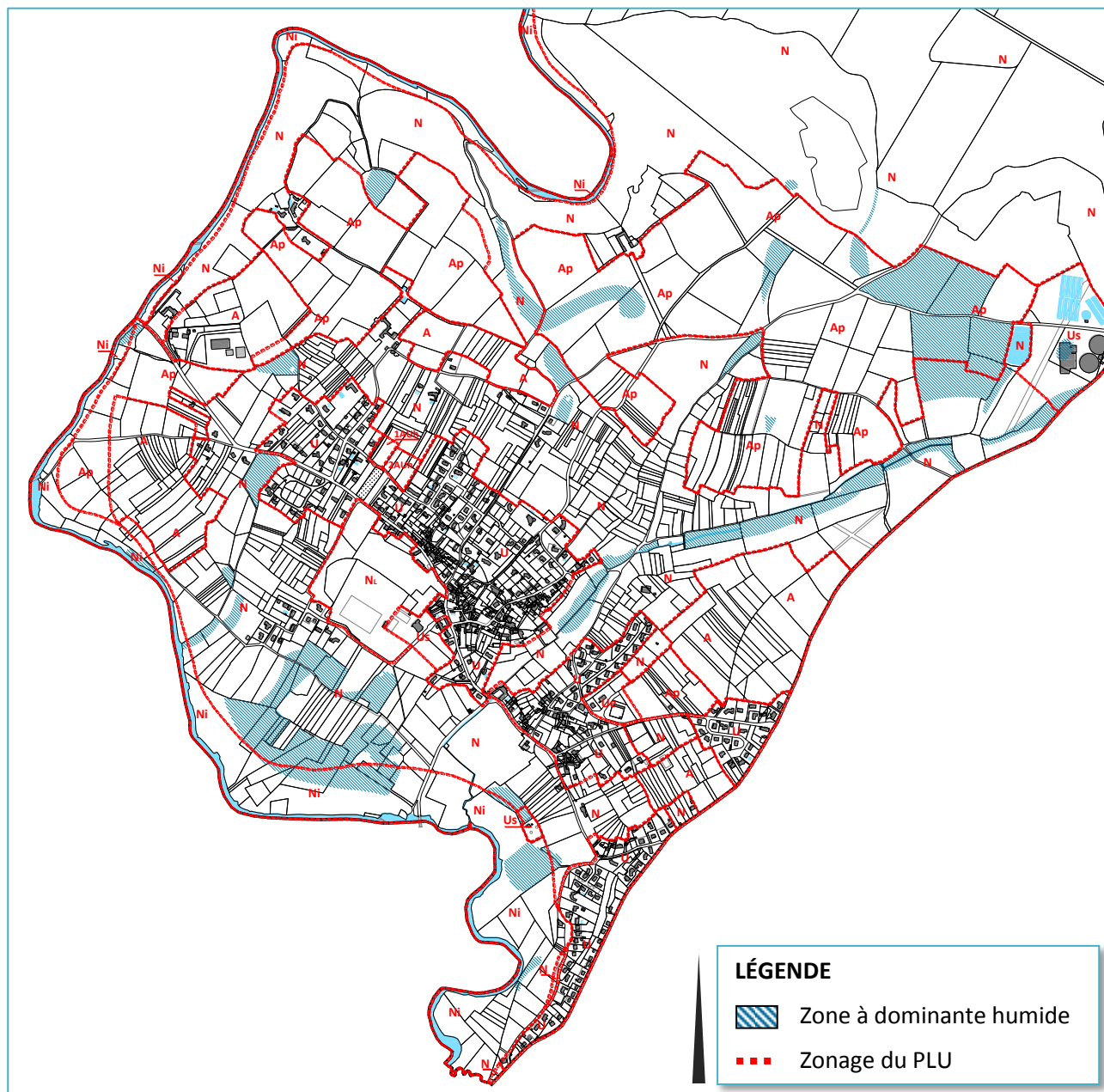
■ La création de dispositions réglementaires protégeant l'ensemble des arbres remarquables garantit l'absence d'incidences notables de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame verte.

IMPACTS SUR LES ÉLÉMENTS COMPOSANT LA TRAME BLEUE

Les zones à dominante humide

L'inventaire de prélocalisation réalisé pour le compte de l'Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN) met en évidence des zones à dominante humide assez également réparties autour du Bourg et, spécifiquement, au Sud-Ouest au niveau du lieu-dit « La Prairie », au Nord-Ouest au niveau du lieu-dit « Les Patis », autour du lieu-dit « Sauvaget » et le long de la vallée du Ruisseau du Riel. Ces zones à dominante humide représentent une superficie de **48 hectares** et sont intégralement classées en secteur agricole protégé « Ap », ainsi qu'en secteurs naturels « N » et « Ni » au PLU.

Zones à dominante humides et zonage du Plan Local d'Urbanisme



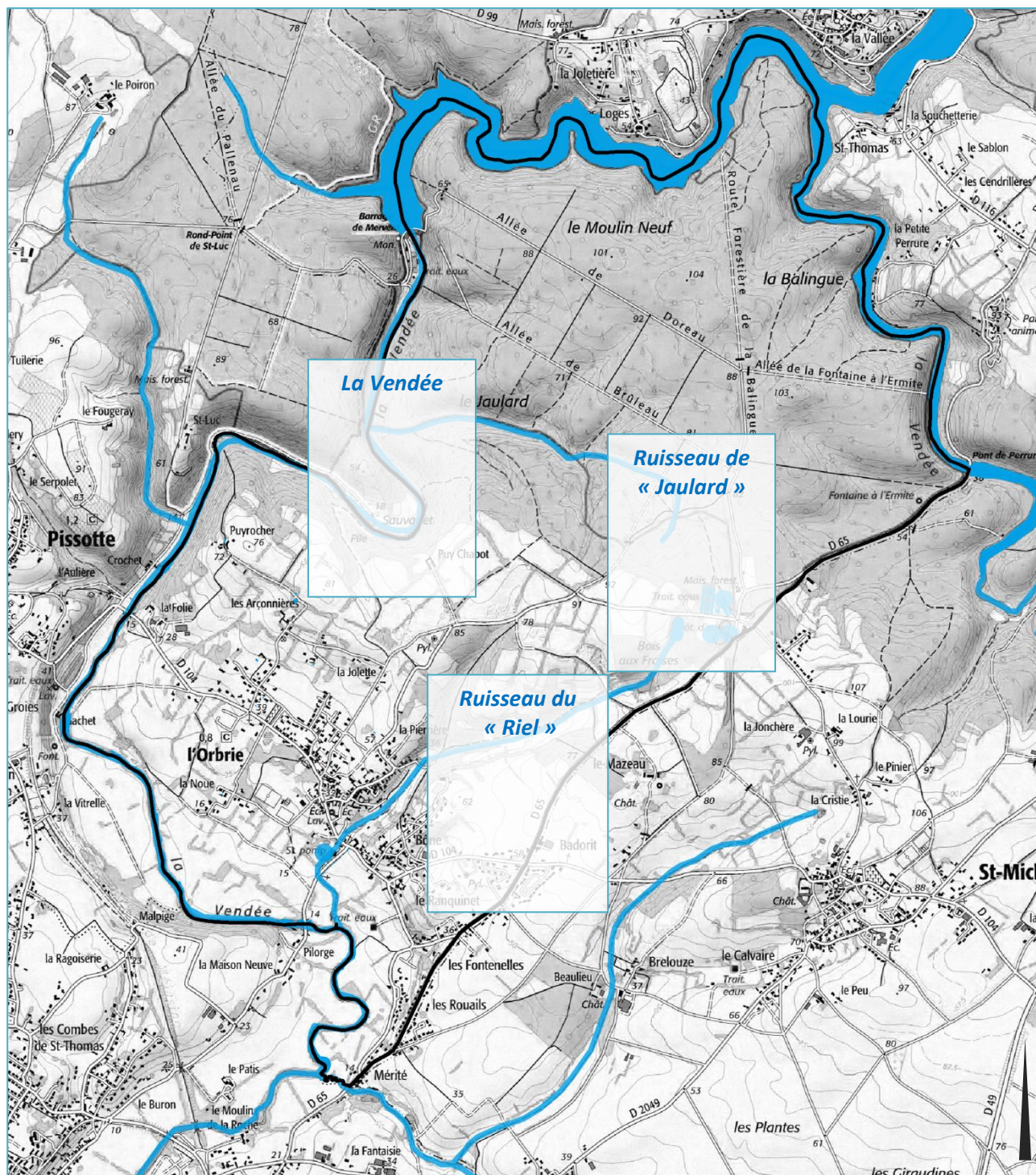
Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/15 000

Les zones à dominante humide sont localisées dans des secteurs suffisamment protecteurs au Plan Local d'Urbanisme, ce qui garantit l'absence d'incidences notables de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame bleue.

Les cours d'eau

La commune comporte trois cours d'eau : *la Vendée*, en limite Nord et Ouest de la commune, *le Ruisseau de « Jaulard »* et *le Ruisseau du « Riel »*.

Contexte hydrographique de la commune



Source : SIG PARCOURS – Données IGN SCAN 75, données SANDRE (Base Carthage),
Cadastre DGFIP – Échelle : 1/60 000

Soumise à un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI), *la Vendée* est intégralement classée en secteur naturel inondable « Ni » au Plan Local d'Urbanisme. Les limites de ce secteur recoupent celles des zones rouge et bleue au zonage réglementaire du PPRI.

Le *Ruisseau de « Jaulard »* est situé dans le massif forestier de Mervent-Vouvant. À ce titre, il est intégralement classé en secteur naturel « N » au PLU. De la même manière, le *Ruisseau du « Riel »*, faisant partie d'un corridor important au niveau local, est intégralement classé en secteur naturel « N ».

- **Les cours d'eau sont localisés dans des secteurs suffisamment protecteurs au Plan Local d'Urbanisme, ce qui garantit l'absence d'incidences notables de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame bleue.**

Les mares

Afin de prendre en compte les enjeux écologiques des mares, 22 d'entre elles sont classés en tant qu'éléments de paysage à protéger dans le Plan Local d'Urbanisme. Cette disposition réglementaire soumet la destruction (par comblement) de ces éléments au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

- **L'application de dispositions réglementaires protégeant une partie importante des mares garantit l'absence d'incidences notables de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame bleue.**

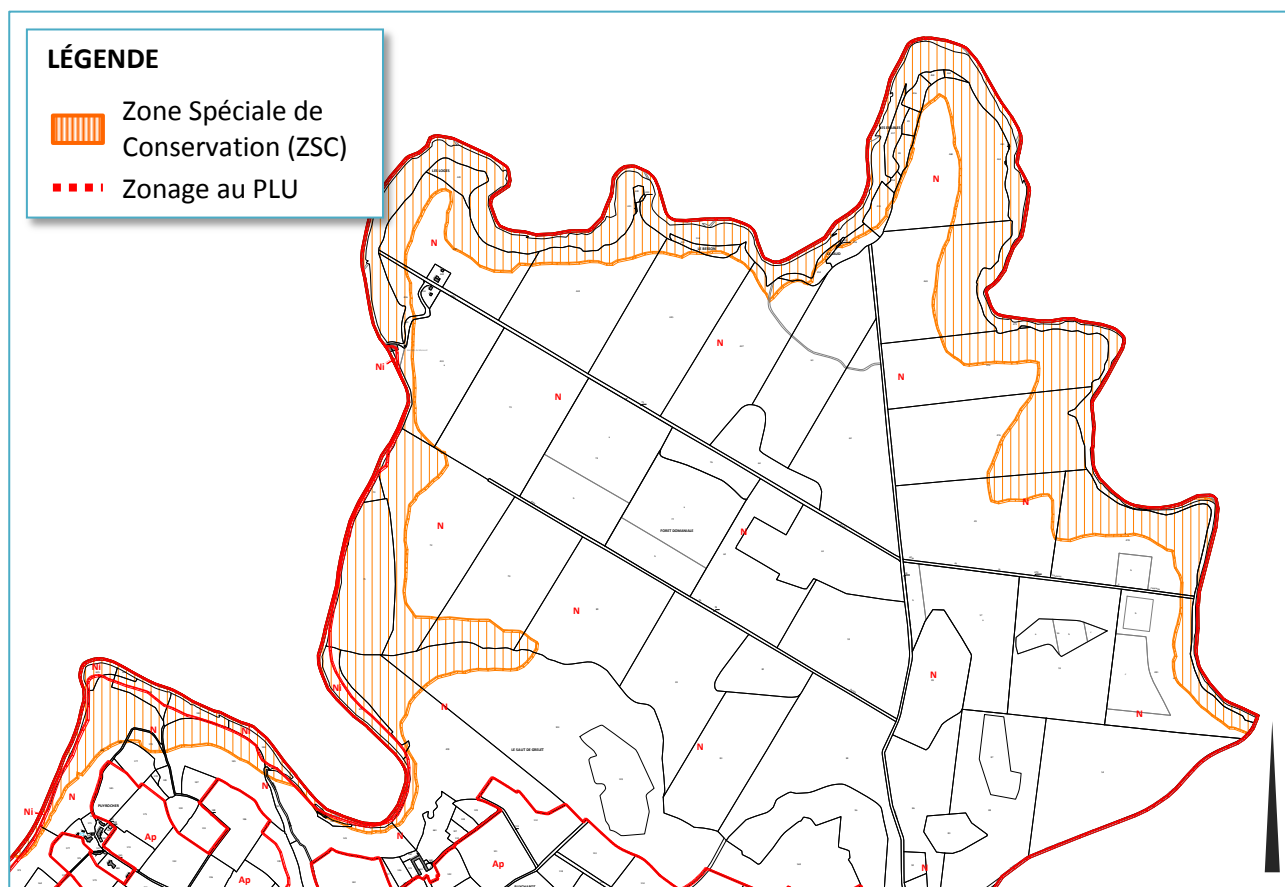
SUR LES ESPACES PROTÉGÉS POUR LA BIODIVERSITÉ

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES MISE EN PLACE PAR LE PLAN LOCAL D'URBANISME

Délimitation des espaces protégés au titre de la réglementation européenne Natura 2000

La partie Nord du territoire communal est située dans le périmètre de la Zone Spéciale de Conservation « Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords », intégrée au réseau européen Natura 2000.

Zonage du Plan Local d'Urbanisme au droit de la Zone Spéciale de Conservation



Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/25 000

• Dispositions réglementaires mises en œuvre

D'une superficie de 118,8 hectares pour son emprise communale, la ZSC « Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords » est située, au Plan Local d'Urbanisme, pour partie :

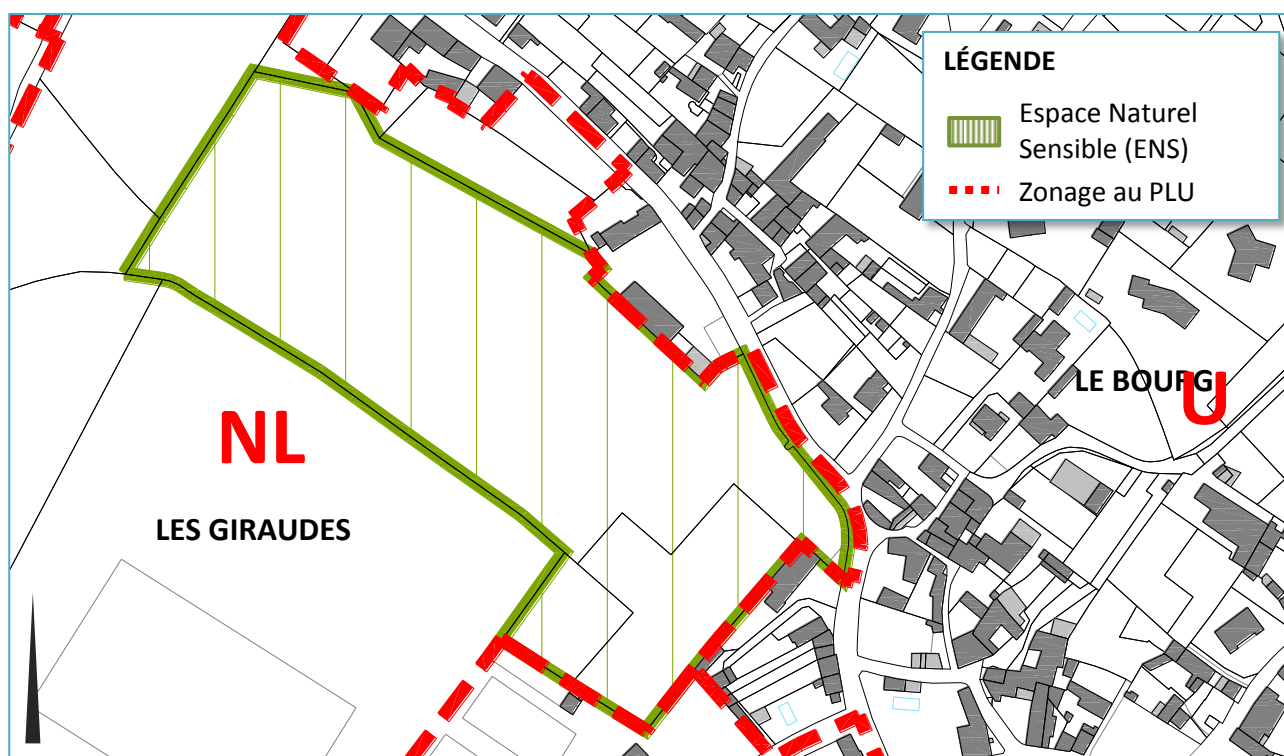
- › en secteur naturel « N », protégé pour son intérêt écologique et esthétique,
- › en secteur naturel « Ni », protégé en raison d'un risque lié aux inondations.

En partie Nord du territoire communal, le Conseil Départemental a délimité un Espace Naturel Sensible (ENS) « Les Rives de la Vendée », qui couvre une superficie de 498,2 hectares. Au centre du Bourg, le « Parc de la Grotte », d'une superficie de 2,7 hectares, est lui aussi protégé au titre des ENS.

LÉGENDE

- Espace Naturel Sensible (ENS)
- Zonage au PLU

Zonage du Plan Local d'Urbanisme au droit de l'ENS « Le Parc de la Grotte »



Rapport de présentation, volume 3 – Page 12

- **Dispositions réglementaires mises en œuvre**

L'ENS « Parc de la Grotte » est situé intégralement, au Plan Local d'Urbanisme, en secteur naturel dédié aux loisirs « NL », protégé pour son intérêt écologique et esthétique et pouvant accueillir des activités de loisirs de plein air.

L'ENS « Rives de la Vendée » est situé, au Plan Local d'Urbanisme, pour partie :

- › en secteur naturel « N », protégé pour son intérêt écologique et esthétique,
- › en secteur naturel « Ni », protégé en raison d'un risque lié aux inondations,
- › en secteur naturel « Nc », de taille et de capacité d'accueil limité pour les constructions destinées aux commerces et aux activités de services (0,3 % de l'ENS),
- › en secteur urbain « Us », dédié à l'accueil d'équipements d'intérêt collectif et de services publics (2,5 % de l'ENS). Il s'agit là d'installations déjà existantes (usine des eaux de « La Balingue »).

IMPACTS ATTENDUS SUR LES ESPACES PROTÉGÉS POUR LA BIODIVERSITÉ

En raison de la vocation protectrice des secteurs « N », « Ni » et « NL », au sein desquels sont classés la ZSC « Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords » (en intégralité), l'ENS du « Parc de la Grotte » (en intégralité) et l'ENS des « Rives de la Vendée » (pour 97,2 %), le règlement qui s'y applique est de nature fermée. Toutes les constructions qui ne sont pas explicitement autorisées y sont interdites. De plus, le règlement de ces secteurs interdit explicitement toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels et des paysages.

Afin de maintenir la pérennité du bâti présent dans l'espace rural, le règlement des secteurs « N », « Ni » et « NL » autorise ainsi explicitement :

- › Les extensions limitées des bâtiments d'habitation existants ;
- › Les annexes aux bâtiments d'habitation sous certaines conditions ;
- › Les changements de destination et aménagements des constructions pour l'habitat, le tourisme et les activités économiques, de manière encadrée ;
- › Pour le secteur « NL », les constructions à destination d'équipements collectifs et de services publics, sous condition d'être compatibles avec la vocation générale du secteur.

De façon générale, ce règlement interdit également toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...

■ **Les possibilités d'aménagement et de construction sont fortement limitées ou encadrées sur l'ensemble de la Zone Spéciale de Conservation « Forêt de Mervent et ses abords », ainsi que sur les Espaces Naturels Sensibles « Rives de la Vendée » et « Parc de la Grotte ». La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme ne générera pas d'incidence notable sur la fonctionnalité écologique de ces espaces.**

SUR LES ESPACES IMPORTANTS POUR LA BIODIVERSITÉ

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES MISE EN PLACE PAR LE PLAN LOCAL D'URBANISME

Délimitation des espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité

Le territoire de L'Orbrie présente une richesse naturelle d'une importance particulière, répertoriée par trois Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) :

- › ZNIEFF de type 1 « Bord de la Vendée des Loges à Pissotte, vallons et tunnel adjacents »
- › ZNIEFF de type 1 « Parc de la grotte et sources du lavoir de L'Orbrie ».
- › ZNIEFF de type 2 « Massif forestier de Mervent-Vouvant et ses abords ».

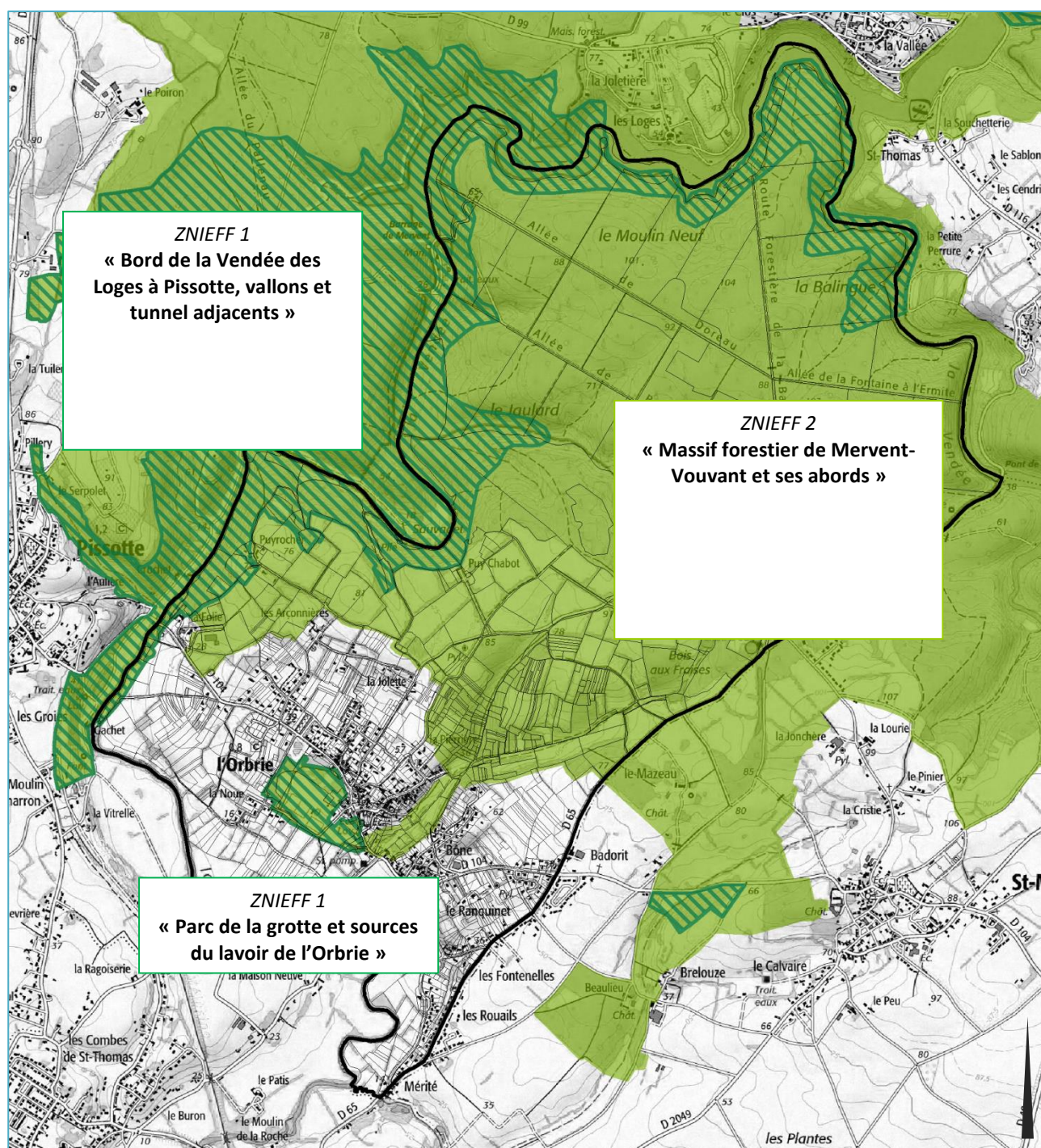
• Dispositions réglementaires mises en œuvre

Ces espaces naturels représentent 722,5 hectares, soit 75 % du territoire communal, comme cartographié en page suivante.

Ils sont classés, au Plan Local d'Urbanisme, pour partie :

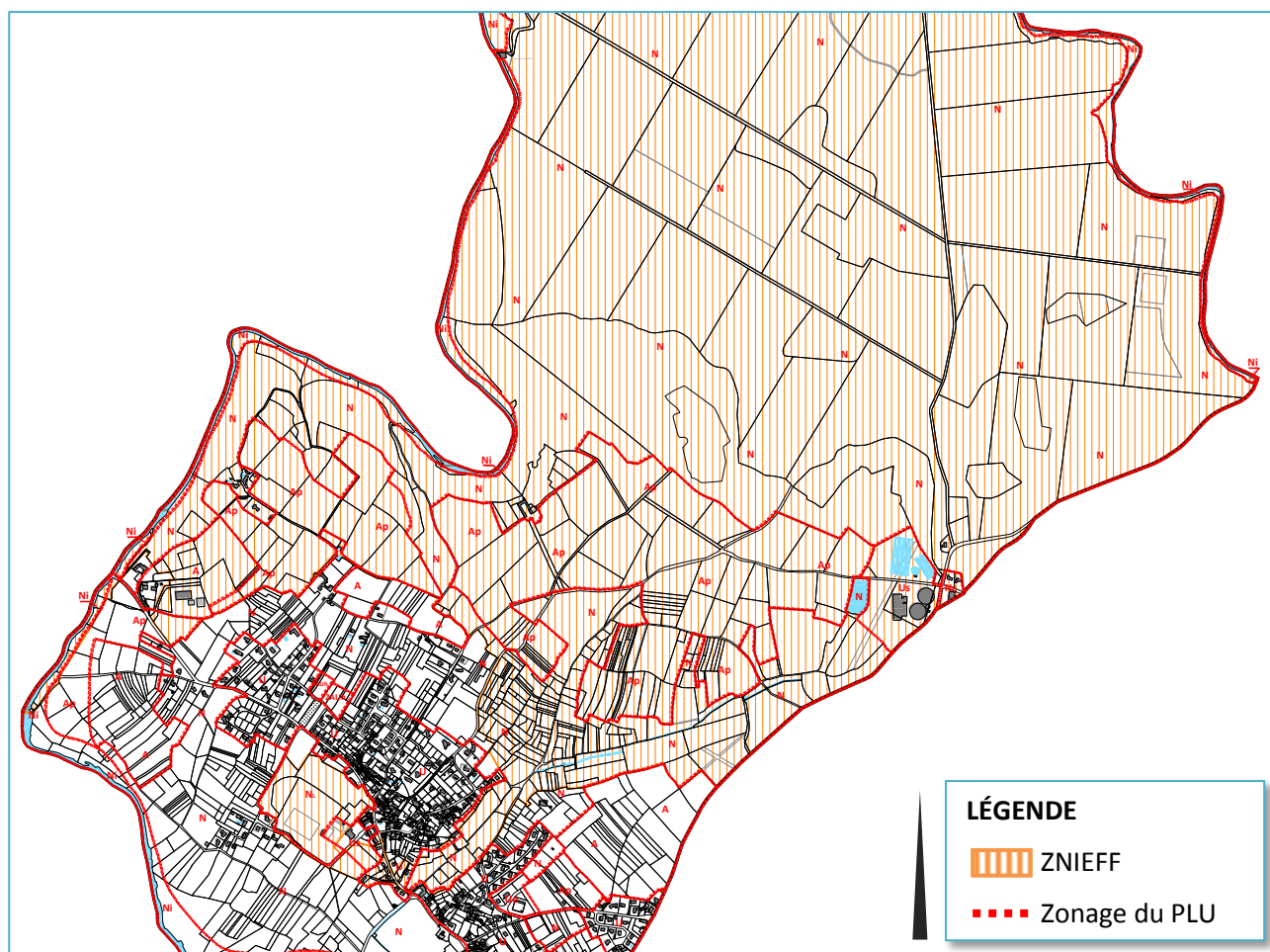
- › en secteur naturel « N », protégé pour son intérêt écologique et esthétique (pour 77,0 %),
- › en secteur naturel « Ni », protégé en raison d'un risque lié aux inondations (pour 4,8 %),
- › en secteur naturel « Nc », de taille et de capacité d'accueil limité pour les constructions destinées aux commerces et aux activités de services (pour 0,1 %),
- › en secteur naturel « NL », protégé pour son intérêt écologique et esthétique et pouvant accueillir des activités de loisirs de plein air (pour 1,2 %),
- › en secteur urbain « Us », dédié à l'accueil d'équipements d'intérêt collectif (pour 1,2 %),
- › en secteur urbain « U », mixte (pour 0,2 % de ces espaces),
- › en secteur agricole « A », protégé pour le potentiel agronomique des terres et dédié au développement des activités agricoles (pour 1,1 %),
- › en secteur agricole « Ap », dédié à la préservation du potentiel agronomique et biologique des terres agricoles (pour 14,4 % de ces espaces).

Espaces reconnus comme importants pour la préservation de la biodiversité



Source : SIG PARCOURS, données INPN, IGN SCAN 25, cadastre DGFIP – Échelle : 1/25 000

Espaces importants pour la biodiversité et zonage du Plan Local d'Urbanisme



Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/25 000

IMPACTS ATTENDUS SUR LES ESPACES IMPORTANT POUR LA BIODIVERSITÉ

En raison de la vocation protectrice des secteurs « Ap », « N », « Nc », « Ni » et « NL », au sein desquels sont classés les trois ZNIEFF impactant la commune, pour 97,5 % de leur surface, le règlement qui s'y applique est de nature fermée. Toutes les constructions qui ne sont pas explicitement autorisées y sont interdites. De plus, le règlement de ces secteurs interdit explicitement toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels et des paysages.

Afin de maintenir la pérennité du bâti présent dans l'espace rural, le règlement des secteurs « Ap », « N », « Ni » et « NL » autorise ainsi explicitement :

- › Les extensions limitées des bâtiments d'habitation existants ;
- › Les annexes aux bâtiments d'habitation sous certaines conditions ;
- › Les changements de destination et aménagements des constructions pour l'habitat, le tourisme et les activités économiques, de manière encadrée ;
- › Pour le secteur « NL », les constructions à destination d'équipements collectifs et de services publics, sous condition d'être compatibles avec la vocation générale du secteur.

De par son caractère limité, tant en matière de taille que d'autorisations, le secteur naturel « Nc » (0,1% des ZNIEFF) n'est pas de nature à générer des incidences négatives sur les espaces importants pour la biodiversité. Il s'agit par ailleurs d'un espace déjà urbanisé.

De façon générale, le règlement interdit pour tous les secteurs Naturels, Urbains et pour le secteur « Ap » toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...

Ainsi, seuls les secteurs « U » et « Us » sont susceptibles de générer des incidences sur les espaces importants pour la biodiversité, de manière limitée puisqu'ils représentent 1,4 % de ces espaces sur la commune et compte-tenu de leur localisation en continuité immédiate du Bourg.

En raison de sa vocation dédiée au développement des activités agricoles, le règlement de la zone « A » autorise les constructions et aménagements liés et nécessaires aux activités agricoles, ainsi que l'évolution limitée du bâti existant sur le lieu-dit « La Folie » (extension d'habitation et construction de petites annexes), sous condition d'une implantation des constructions à moins de 100 mètres des bâtiments agricoles existants. En secteur « A », le développement de l'exploitation agricole existante sera donc réalisé à sa périphérie immédiate et n'engendrera pas de dérangement supplémentaire en raison de la présence humaine et d'activités préexistantes.

- **Les possibilités d'aménagement et de construction sont fortement limitées ou encadrées sur la quasi-totalité des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique formant les espaces importants pour la biodiversité sur la commune. La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme ne générera pas d'incidence notable sur la fonctionnalité écologique de ces espaces.**

DEUXIÈME PARTIE

IMPACTS ATTENDUS EN MATIÈRE DE POLLUTIONS, NUISANCES ET RISQUES

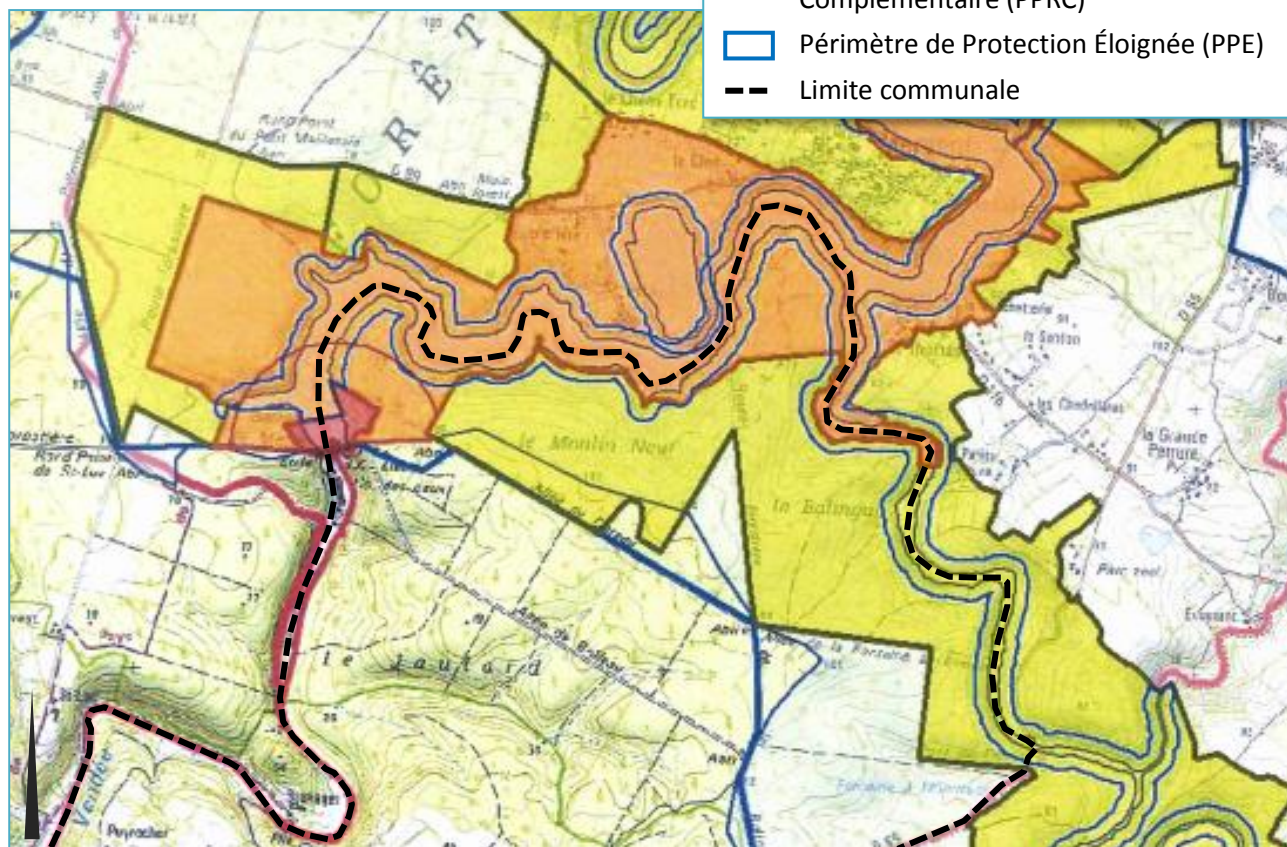
LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS

IMPACTS SUR LA QUALITÉ DE L'EAU

Protection de la ressource en eau

Le territoire est concerné par la protection de la retenue d'eau de « Mervent », située en limite des communes de L'Orbrie et de Mervent. Il importe donc que les dispositions réglementaires relatives à la protection des ressources soient mises en place afin d'éviter les pollutions diffuses et de ce fait assurer une protection optimisée de la santé des populations.

Périmètres de protection de la retenue d'eau de « Mervent »



Source : Porter-à-Connaissance des Services de l'État

La commune est concernée par le Périmètre de Protection Éloignée (PPI), au niveau du barrage de Mervent et de la Vendée en aval, les Périmètres de Protection Rapprochée Sensible et Complémentaire (PPRS et PPRC), ainsi que le Périmètre de Protection Éloignée (PPE) de la retenue.

L'ensemble de ces périmètres est classé en secteurs naturels « N » et « Ni » au Plan Local d'Urbanisme.

Les orientations du document d'urbanisme sont cohérentes avec les restrictions d'usage imposées par les servitudes afférentes à ces périmètres. Le tableau ci-dessous illustre l'articulation entre ces documents

Compatibilité du règlement du PLU avec les prescriptions de protection de la retenue de « Mervent »

Prescriptions	Réglementation liée au PPR	Prise en compte dans le Plan Local d'Urbanisme
Les affouillements ou exhaussements du sol susceptibles d'altérer la qualité de l'eau de chaque retenue.	Interdiction	Interdit en secteur N et Ni
L'exploitation de toute nouvelle carrière à ciel ouvert ou en galeries souterraines. L'extension d'une carrière peut être autorisée sous réserve de l'avis favorable d'un hydrogéologue agréé.	Interdiction	Interdit en secteur N et Ni
La création de centres de stockage de déchets et d'une manière générale le dépôt de tout produit ou matière susceptible d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou ruissellement (sont tolérés les dépôts temporaires de sédiments issus du curage des retenues, dès lors que des dispositions spécifiques sont prises pour limiter le temps de stockage et les impacts sur la ressource).	Interdiction	Interdit en secteur N et Ni
L'installation de réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures, de gaz, de produits chimiques à l'exception des ouvrages de dimension individuelle ou nécessaires à l'activité existante.	Interdiction	Interdit en secteur N et Ni
La création de toute activité industrielle, commerciale ou artisanale susceptible de contaminer les eaux prélevées, par ses rejets dans le milieu naturel. Pour les installations existantes, le stockage « non-sécurisé » de produits toxiques (ex : non entreposés sur une cuvette de rétention de capacité au moins égale au volume stocké) est interdit.	Interdiction	Seules les annexes et extensions limitées des bâtiments d'habitation sont autorisées en annexe N et Ni
la création de tout site de sport mécanique (quad, auto-cross, enduro...) et manifestation de ce type (en dehors des sites aménagés existants ou d'autorisation exceptionnelle et ponctuelle délivrée par le SIAEP).	Interdiction	Seules les annexes et extensions limitées des bâtiments d'habitation sont autorisées en annexe N et Ni
La création de plans d'eau d'agrément et de pisciculture. Seule la création de plan d'eau d'irrigation peut être autorisée uniquement en substitution des prélèvements réalisés dans le complexe hydraulique de Mervent et hors bande des 50 mètres. Les prélèvements dans le milieu pour remplir le plan d'eau d'irrigation ne sont autorisés qu'entre le 1er novembre et fin février, sauf en cas de restrictions liées à un hiver particulièrement sec ne permettant pas le remplissage du complexe hydraulique de Mervent. Tout dossier de demande comprend une étude hydrologique circonstanciée permettant d'appréhender l'impact qualitatif et quantitatif du projet. Cette étude peut être soumise pour avis à un hydrogéologue agréé et concerne aussi bien les dossiers soumis à déclaration comme ceux soumis à autorisation.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
La création de mares-abreuvoirs connectées aux retenues ou aux cours d'eau.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
Le recalibrage des cours d'eau (sauf si projet d'intérêt général).	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
Le rejet sans traitement préalable des eaux de ruissellement des voiries ou des zones urbanisées dans les retenues ou leurs affluents (sous réserve de faisabilité technique et économique de l'aménagement). Par ailleurs, les fossés enherbés sont à privilégier aux fossés busés.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU

Prescriptions	Réglementation liée au PPR	Prise en compte dans le Plan Local d'Urbanisme
Toute nouvelle construction distante de moins de 50 mètres : du bord de l'excavation de la carrière de la Joletière, de chaque retenue (comptés en projection horizontale à partir du niveau légal de la retenue fixé à la cote 36 mètres NGF pour Mervent, 47,80 mètres NGF pour Albert, 48,50 mètres NGF pour Pierre Brune) ou des cours d'eau permanents hormis celle nécessitée par : - l'exploitation de la ressource en eau, - le changement d'affectation pour un usage d'habitation, l'extension ou la rénovation de l'habitat existant, la création d'annexe à l'habitation (accollée ou non) sans création de logement supplémentaire, - l'intérêt général.	Interdiction	Seules les annexes et extensions limitées des bâtiments d'habitation sont autorisées en annexe N et Ni
L'ouverture de nouveaux secteurs d'urbanisation au sein des documents de planification (par rapport à la situation des documents d'urbanisme en vigueur en 2011 ; les communes ne disposant pas d'un document propre applicable en 2011 ne pourront pas développer leur urbanisation au-delà des règles définies par le Règlement National d'Urbanisme, ni réaliser de constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs).	Interdiction	Interdit en secteur N et Ni
L'implantation de tout nouveau dispositif de traitement des eaux usées (recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5) dans la bande des 50 mètres susvisée.	Interdiction	Interdit en secteur N et Ni
L'implantation d'habitats légers de loisirs (caravane, mobil-home,...) et de constructions sans fondations (hormis celles rattachées aux habitations et les abris pour animaux) dans la bande des 50 mètres susvisée.	Interdiction	Interdit en secteur N et Ni
La circulation d'engins à moteur (sauf véhicules : de secours, à usage forestier, agricole ou d'entretien) sur les chemins de promenade longeant les retenues.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
La création de parkings présentant des risques de pollution ponctuelle ou accidentelle des retenues.	Interdiction	Interdit en secteur N et Ni
Le stationnement à moins de 10 mètres des retenues sur les voies publiques.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
Le stationnement des camping-cars en dehors des aires aménagées d'un dispositif de collecte et de traitement des effluents.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
La création de cales à bateaux.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
L'enfouissement des cadavres d'animaux.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
L'épandage (à l'échelle de la parcelle) de boues de station d'épuration, de matières de vidange, d'effluents domestiques (ex : eaux usées traitées) ou industriels (ex : digestat).	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
L'utilisation de produits phytosanitaires : - pour la destruction du couvert végétal d'une parcelle, (sauf sur les îlots culturaux composés d'espèces non gélives et conduits en techniques culturales simplifiées). Le traitement localisé ou sélectif reste possible, - à moins de 10 mètres des retenues et des cours d'eau et à moins de 5 mètres des fossés, sauf réglementation plus contraignante, - pour l'entretien des parkings, voies ferrées, chemins publics et accotements des voies de communication.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU

Prescriptions	Réglementation liée au PPR	Prise en compte dans le Plan Local d'Urbanisme
L'aspersion de produits phytosanitaires par voie aéroportée, sauf si ce moyen de traitement est effectué à des fins de santé publique.	Réglementation	Hors champ réglementaire du PLU
La suppression des espaces boisés, sauf si projet d'intérêt général. L'exploitation du bois reste possible.	Interdiction	La destruction de tout élément végétal identifié comme espace boisé classé est interdite. La destruction de tout élément végétal identifié comme élément de paysage à protéger est conditionnée au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.
La suppression des haies et l'arasement des talus sans mesures compensatoires adaptées.	Interdiction	La destruction de tout élément végétal identifié comme espace boisé classé est interdite. La destruction de tout élément végétal identifié comme élément de paysage à protéger est conditionnée au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.
Le stockage de produits phytosanitaires (et la préparation des bouillies), d'engrais minéral liquide ou de tout autre produit toxique, ainsi que l'entreposage de matériel contenant ce type de produit, en dehors des zones prévues à cet effet (ex : aire aménagée permettant d'éviter que tout déversement accidentel s'écoule vers le réseau d'eaux pluviales, fossé, ruisseau situé à proximité).	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
Le dépôt en plein champ de tout produit destiné à la fertilisation des sols (ex : tas de fumier).	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
Les silos et les dépôts d'ensilage, susceptibles d'écoulement, non aménagés (sur une aire étanche avec récupération et traitement adéquat des jus générés).	Interdiction	Interdit en secteur N et Ni
La fertilisation et l'utilisation de produits phytosanitaires (à l'exception de traitement localisé par exemple sur les chardons/rumex) sur les bandes enherbées définies et dans le respect de la réglementation générale.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
La création d'activités d'élevage en plein air (ex : parcours de volaille) en dehors du pâturage et des élevages familiaux.	Interdiction	Interdit en secteur N et Ni
La création de bâtiments d'élevage en dehors de sites existants. La création, l'extension ou la réaffectation de bâtiments d'élevage peut être autorisée uniquement sur des sites existants sous réserve de l'aménagement des équipements de stockage et de la suppression de tous points de pollution ponctuelle en particulier les écoulements d'eaux souillées non collectés/traités. Cette prescription vise l'ensemble des exploitations agricoles et nécessite un contrôle sur site du fonctionnement des équipements avant puis après travaux.	Interdiction	Interdit en secteur N et Ni
Le pâturage entraînant la destruction généralisée du couvert végétal.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
L'hivernage en plein air des animaux dès lors que cette pratique induit un écoulement d'eaux souillées vers le milieu hydraulique superficiel.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
L'abreuvement direct du bétail dans les retenues ou les cours d'eau alimentant les retenues.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU

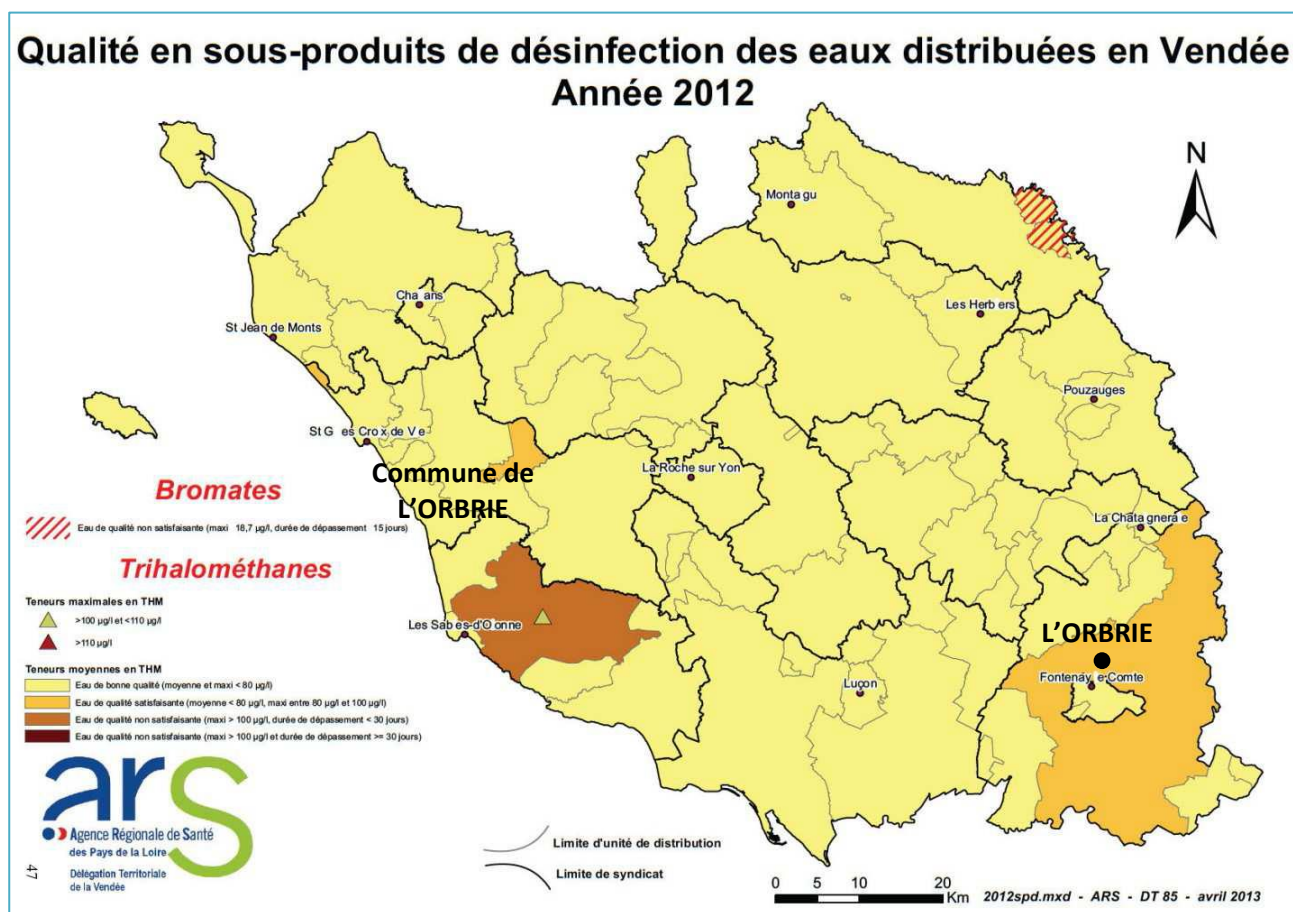
Prescriptions	Réglementation liée au PPR	Prise en compte dans le Plan Local d'Urbanisme
La conversion des prairies naturelles ou permanentes en cultures de production.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU
Le drainage de toute nouvelle parcelle, non aménagée d'un dispositif d'épuration des eaux drainées.	Interdiction	Hors champ réglementaire du PLU

Source : SIAEP de la Forêt de Mervent,
prescriptions des périmètres de protection de la retenue du complexe hydraulique de Mervent

Les Trihalométhanes (THM) qui désignent la somme de quatre molécules recherchées dans l'eau potable (chloroforme, bromoforme, bromodichlorométhane et chlorodibromométhane), sont des sous-produits de désinfection de l'eau, formés principalement par la réaction du chlore utilisé pour la désinfection avec la matière organique d'origine naturelle présente dans l'eau à traiter (végétation, feuilles mortes, etc.).

Leur formation se produit surtout dans les réseaux alimentés par l'eau de surface, avec des niveaux qui tendent à augmenter pendant l'été et au début de l'automne puisque les conditions sont alors propices à leur formation.

Le code de la santé publique impose comme limite de qualité une concentration totale des THM de 100 µg/litre depuis le 25 Décembre 2008 (Article R.1321-65 du Code de la Santé Publique). Autre sous-produit de désinfection, les Bromates ont un taux limite de 10 µg/litre.



Source : Agence Régionale de Santé (ARS) des Pays de la Loire

La commune de L'Orbrie est dans un secteur avec une eau de qualité satisfaisante.

Impacts liés à la gestion des eaux usées

L'assainissement collectif est assuré par l'équipement épuratoire des « Fontenelles ». Mise en service en Juillet 1993, elle a une capacité de 800 Équivalent-Habitant (48 kg DB05) et une charge nominale de 120 m3/jour. Elle fonctionne par stockage et aération prolongée de boues activées.

Les rapports de synthèse font état d'un fonctionnement satisfaisant et d'une charge de pollution qui représente environ 45% de la capacité organique nominale.

En 2014, 6,2 tonnes de matières sèches ont été épandues en agriculture. Une analyse de ces boues et un bilan agronomique ont été réalisés pour le compte de la SAUR. Ils relèvent que le produit présente un intérêt agronomique certain et que le stockage de la station de L'Orbrie est suffisant pour faire face aux périodes d'interdiction d'épandage.

Le Plan Local d'Urbanisme prévoit une augmentation de la population de 51 personnes sous 10 ans, soit 6,4% supplémentaires de la capacité théorique de traitement de la station d'épuration, portant la charge organique à 51,4% de la capacité. Aucune réhabilitation ou extension de l'équipement n'est donc nécessaire pour répondre aux besoins supplémentaires générés par le développement résidentiel.

- **Les principes de gestion des eaux usées prévues dans le document d'urbanisme garantissent l'absence d'impact du projet sur la salubrité publique et la qualité des eaux.**

Impacts liés à la gestion des eaux pluviales

En l'absence zones destinées à être urbanisées sous 10 ans, l'impact du PLU de L'Orbrie sur la qualité des eaux pluviales est nul.

LA QUALITÉ DE L'AIR

Impacts liés aux déplacements

L'augmentation prévue de la population communale générera une augmentation structurelle des besoins en déplacements, pour l'accès aux zones d'emplois ainsi qu'aux équipements, services et commerces. Ces besoins s'exprimeront dans le périmètre communal mais également et surtout au-delà, dans le contexte d'un fonctionnement périurbain du territoire.

Compte-tenu de la répartition modale des moyens de transports actuellement utilisés par les habitants de L'Orbrie, il existe un risque d'augmentation modérée des trajets automobiles, estimé à 61 déplacements par jour¹.

Afin de rationaliser la demande en déplacements, de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre et de lutter contre la pollution de l'air, le PLU de L'Orbrie prévoit le développement des liaisons piétonnes au sein du Bourg de L'Orbrie pour favoriser les modes de déplacements alternatifs à l'usage individuel du véhicule automobile.

- **Le développement résidentiel planifié à L'Orbrie dans le cadre du PLU n'impactera pas de manière notable la qualité de l'air.**

¹ Sur la base d'un accueil net de 51 habitants, comportant 60% d'actifs et nécessitant 2 trajets domicile/travail par jour.

Impacts liés aux activités

Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas l'accueil d'activités économiques générant des incidences notables sur la qualité de l'air. Les activités pouvant s'implanter en zone urbaine doivent en effet demeurer compatibles avec la présence de l'habitat.

- **La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme n'est pas susceptible d'impacter la qualité de l'air par l'accueil d'activités générant des nuisances excessives.**

LA GESTION DES DÉCHETS

Nonobstant les mesures de réductions prises en amont, l'augmentation prévue de la population communale génèrera une augmentation proportionnelle du volume des déchets ménagers produits. Ceux-ci seront éliminés dans le cadre des dispositions prévues par le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA).

L'EXPOSITION AUX NUISANCES

LES NUISANCES SONORES

Le document d'urbanisme est un outil permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation des voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et de prévenir ainsi les impacts sur la santé.

À L'Orbrie, il n'existe aucune infrastructure, activité ou équipement susceptible de générer des nuisances sonores excessives pour le voisinage. Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas l'aménagement d'éléments susceptible d'apporter de nouvelles nuisances ou d'en subir.

La RD 65 et la RD 104 supportent un trafic parfois modéré, constitué pour l'essentiel de véhicules légers. L'impact sonore de la circulation routière est atténué par la faible vitesse des véhicules dans le Bourg de L'Orbrie.

■ **La lutte contre les nuisances sonores ne représente pas un enjeu notable sur la commune et n'est donc pas spécifiquement prise en compte dans le document d'urbanisme.**

LES NUISANCES OLFACTIVES

À L'Orbrie, la seule activité susceptible de générer des nuisances olfactives pour le voisinage est l'exploitation agricole située à l'Ouest du Bourg, au niveau du lieu-dit « La Folie ». L'exploitation est située à plus de 150 mètres du Bourg et isolée de celui-ci par un secteur naturel « N » où sont préservés les boisements et les haies bocagères au titre des éléments de paysage à protéger (Article L.151-23 du Code de l'Urbanisme). Le potentiel de nuisances olfactives est ainsi réduit au minimum.

En matière d'infrastructure, une distance minimum de 100 mètres est respectée entre les secteurs urbanisés et la station de traitement des eaux usées. Celle-ci est isolée de « Ranquinet » par un secteur naturel « N ». Le potentiel de nuisances olfactives est ainsi réduit au minimum.

LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES

LES RISQUES NATURELS

Prise en compte des risques liés à l'eau

Les enjeux induits par le risque d'inondation sont réduits à L'Orbrie. Bien que la rivière *La Vendée* soit soumise à un Plan de Prévention du Risque Inondation, aucun bâtiment n'est situé en zone réglementaire rouge ou bleue du PPRI.

Celui-ci est annexé au règlement littéral du Plan Local d'Urbanisme et les zones réglementaires ont été reportées au règlement graphique du Plan Local d'Urbanisme. Elles ont intégralement été reprises sous la forme d'un secteur naturel « Ni », espace naturel non équipé, protégé pour son intérêt écologique et esthétique, et exposé au risque d'inondation par débordement de la rivière *Vendée*.

S'agissant du risque potentiel lié à la rupture du barrage de Mervent, la modélisation de l'onde de submersion réalisée par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer a été reportée au règlement graphique du Plan Local d'Urbanisme.

- **Le risque d'inondation est pleinement pris en compte dans le PLU par l'application strictes des dispositions réglementaires du Plan de Prévention du Risque Inondation, permettant d'éviter d'augmenter l'exposition des biens et des personnes à ce risque.**

Prise en compte des risques liés à la géologie

Les enjeux induits par les risques liés à la géologie sont de faible importance à L'Orbrie. Ils relèvent essentiellement des conséquences éventuellement générées par le comportement de certains types d'argiles sur l'intégrité des constructions. La connaissance de ce risque est exposée dans le rapport de présentation et est donc portée à l'information des pétitionnaires, afin que ceux-ci intègrent dans les futures constructions les dispositions techniques adaptées au contexte pédologique.

LES RISQUES ANTHROPIQUES

Le transport de matières dangereuses

La commune de L'Orbrie est concernée par le transport de matières dangereuses transitant sur toutes les Infrastructures la traversant, et les RD 65 et 104. Ce risque a été pris en compte au PLU par l'arrêt du développement linéaire de l'urbanisation le long des grands axes de circulation, réduisant par là même l'exposition du bâti et des populations à ce risque.

Les zones à urbaniser pour l'habitat 1AUh et 2AUh sont situées à l'écart de la RD 104 traversant le Bourg, ce qui évite d'exposer de manière excessive des personnes à ce risque.

L'impact du PLU sur la sécurité publique est, en conséquence, très faible.

La sécurité routière

L'article 8 du règlement impose des principes forts en matière de maintien de la sécurité routière pour les opérations de construction et d'aménagement, sur l'ensemble des secteurs de la commune :

- *Pour être constructible, tout terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée soit directement soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fond voisin et éventuellement obtenu en application des dispositions du Code Civil.*
- *La largeur et l'aménagement des accès doivent permettre l'approche des engins de lutte contre l'incendie et de secours, le maintien des conditions de sécurité routière préexistantes ainsi que le fonctionnement des services publics de collecte des déchets.*

Les orientations d'aménagement et de programmation prévoient en outre le regroupement des accès automobiles, desservant les nouvelles constructions, sur la voirie interne des futures opérations d'ensemble. Ces voies bénéficient d'un accès unique sur les routes départementales existantes.

Le Plan Local d'Urbanisme de L'Orbrie assure également le maintien de la sécurité publique sur les voies ouvertes à la circulation en évitant tout développement linéaire de l'urbanisation en dehors des espaces déjà bâtis.

Prise en compte des risques technologiques

Le territoire de la commune n'héberge aucune d'installation classée au titre des risques technologiques. Aucun silo n'est en outre recensé sur le territoire communal. L'Orbrie ne comporte ainsi pas d'infrastructures ou d'activités susceptibles de représenter un danger pour les biens et les personnes.

L'exposition aux risques technologiques ne constitue donc pas un enjeu suffisamment important sur la commune pour être directement pris en compte dans le Plan Local d'Urbanisme.

TROISIÈME PARTIE

IMPACTS ATTENDUS SUR LES PAYSAGES ET LE CADRE DE VIE

LA PRÉSERVATION DES PAYSAGES

Les paysages présents à L'Orbrie possèdent un intérêt important pour le cadre de vie et le développement du tourisme vert, en raison de la diversité et de la qualité des éléments qui les composent. Ils constituent des atouts pour le développement résidentiel et économique et leur préservation est en ce sens un enjeu important qui doit être pris en compte dans le Plan Local d'Urbanisme. Le diagnostic environnemental a ainsi identifié quatre enjeux majeurs pour le devenir de ces paysages :

- › Limiter l'ouverture du paysage, en maintenant notamment le maillage bocager ;
- › Éviter la consommation du paysage, en limitant notamment les constructions en hauteur ;
- › Empêcher la multiplication des constructions illégales ;
- › Protéger les chemins de randonnée et les éléments de patrimoine.

Le Plan local d'Urbanisme de L'Orbrie prend en compte ces enjeux par la mise en œuvre des orientations suivantes du Projet d'Aménagement et de Développement Durables :

- › **Orientation n°1 : protéger et prendre en compte un patrimoine naturel remarquable**
- › **Orientation n°2 : préserver et mettre en valeur le cadre de vie rural et périurbain**
- › **Orientation n°5 : prévoir un développement résidentiel raisonné**
- › **Orientation n°6 : intégrer le développement de l'habitat**

Les orientations n°5 et n°6 renvoient à l'enjeu de maîtrise du développement résidentiel avec la localisation et l'intégration des nouvelles constructions, au sein d'un territoire périurbain. Cet enjeu est pris en compte de la manière suivante :

- › La maîtrise de l'urbanisation résidentielle sur l'espace rural. Dans le contexte d'un paysage majoritairement ouvert : en dehors du Bourg, le développement de l'habitat n'est autorisé qu'à travers l'évolution du bâti déjà en place ; l'implantation de nouvelles maisons d'habitations n'est pas autorisée ce qui évite de générer des impacts visuels excessifs.
- › L'organisation du développement agricole : les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole doivent être implantées à moins de 100 mètres des bâtiments agricoles existants (sauf dans le cas de la création d'une nouvelle activité agricole ou de la relocalisation d'un siège d'entreprise agricole). Cette disposition est motivée par la volonté de la collectivité d'éviter la dispersion des constructions agricoles sur le territoire de manière analogue et équitable avec l'interdiction de dispersion des constructions résidentielles, afin de préserver les paysages de la commune.
- › La préservation d'un écrin vert autour du Bourg à travers le classement en secteur naturel « N ». La préservation des coteaux est également assurée, afin de préserver les paysages de la commune, à travers le maintien des coupures d'urbanisation entre les différents espaces bâtis.

En complément de ces actions, la démarche de préservation de 38 kilomètres de haies, engagée suite à la prise en compte de la trame verte et bleue, permettra également de préserver la qualité des paysages.

■ **Le Plan Local d'Urbanisme prend en compte l'enjeu de qualité des paysages de manière transversale par l'organisation de l'implantation des constructions et par la préservation des éléments végétaux, évitant ainsi de générer des impacts visuels notables.**

LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE

La qualité du cadre de vie relève majoritairement d'une perception subjective de l'environnement par les populations qui y résident. Outre les problématiques d'exposition aux nuisances (voir partie consacrée à ce sujet), la définition et la prise en compte de cette notion doivent donc être fondées sur des approches globales afin de pouvoir être traduites dans le Plan Local d'Urbanisme.

Ainsi, en complément de la prise en compte de la qualité paysagère, présentée ci-avant, le Plan Local d'Urbanisme est susceptible de préserver et de mettre en valeur le cadre de vie dans les domaines suivants :

- › La qualité des espaces publics et espaces verts.
- › L'accès à la nature et à l'espace rural.
- › Le maintien des éléments de patrimoine, garants de l'identité du territoire.

Qualité des espaces publics et espaces verts

En l'absence d'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation, aucun espace public ou espace vert n'est nouvellement créé.

Accès à la nature et à l'espace rural

Les chemins ruraux constituent un patrimoine commun, pour leur fonction circulaire, leur intérêt historique ainsi que pour leur rôle d'accès à la nature et à l'espace rural (itinéraires de promenade et randonnées). Leur préservation revêt en ce sens un enjeu majeur pour le maintien du cadre de vie.

À L'Orbrie, cet enjeu est pris en compte grâce à l'inscription de 12,6 kilomètres de chemins en tant qu'éléments de paysage à protéger. La destruction de ces chemins est ainsi soumise au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

Pérennité des éléments de patrimoine

Le petit patrimoine bâti, héritage des activités rurales passées, constitue un élément essentiel du cadre de vie en représentant des points de repères historiques, culturels et identitaires du territoire.

À L'Orbrie, cet enjeu est pris en compte grâce à l'inscription de 7 éléments architecturaux en tant qu'éléments de paysage à protéger. La destruction partielle ou totale de ce patrimoine est ainsi soumise au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.